PROJECT MUSE®

Le baron Portal et l'indépendance d'Haïti, 1818–1821

Jean-François Brière

French Colonial History, Volume 10, 2009, pp. 97-108 (Article)

Published by Michigan State University Press

DOI: <https://doi.org/10.1353/fch.0.0018>

➔ *For additional information about this article*

<https://muse.jhu.edu/article/266557>

Le baron Portal et l'indépendance d'Haïti, 1818–1821

JEAN-FRANÇOIS BRIÈRE

Although France recognized Haitian independence in 1825 (21 years after its proclamation by the Haitian government), it was Baron Portal, minister of the Navy and Colonies in 1818–1821, who initiated that move several years earlier by abandoning for the first time all claims by France to direct colonial rule over rebellious Haiti. That decision was the result of a struggle between former colonial planters who had been expelled from the island in 1804 and were lobbying the French government to attack Haiti again, and the chambers of commerce of the major ports of Western France, which were very eager to trade with Haiti and did not want to hear about military operations against the former colony. Being himself a former merchant-trader from Bordeaux, Portal sided with the commercial lobbyists, put the development of French maritime trade above the interests of the planters and paved the way for Haiti's recognition in the process.

Lorsque la paix revint en Europe en 1814 après la longue série de guerres qui avaient ensanglanté le continent depuis 1792, la situation de la France en ce qui concerne la puissance maritime et coloniale était particulièrement mauvaise. La flotte de guerre française était très affaiblie par rapport à ce qu'elle avait été à la veille de la Révolution et la plus riche colonie du monde s'était déclarée indépendante de la France depuis dix ans. L'Angleterre dominait les mers sans partage

Jean-François Brière is Professor of French Studies at the State University of New York/Albany. His research has focused on French colonial expansion in the 18th and 19th centuries. His latest book is *Haiti and France, 1804–1848, le rêve brisé* (Paris: Karthala, 2008).

French Colonial History, Vol. 10, 2009, pp. 97–108. ISSN 1539-3402. © 2009 French Colonial Historical Society. All rights reserved.

et commerçait ouvertement avec Haïti, qu'elle reconnut pourtant au Congrès de Vienne comme étant toujours une colonie française. Cette situation difficile perdura pendant les premières années de la Restauration car l'insuffisance du budget alloué à la marine de guerre ne permit pas de relever celle-ci. La succession à un rythme accéléré de sept ministres de la Marine en quatre ans et demi et l'intermède des Cent-jours en 1815 ne furent guère propices à des initiatives majeures dans ce domaine. Les premiers ministres de la Marine de la Restauration ont essayé d'amalgamer les deux marines, celle de l'Empire et ce qui restait de celle de l'Ancien Régime. Ils réintégrèrent dans le service d'anciens émigrés. Leurs successeurs procédèrent ensuite à des épurations pour réduire le corps des officiers, trop nombreux, en éliminant un grand nombre de ces anciens émigrés ainsi que ceux qui s'étaient montrés favorables à Bonaparte pendant les Cent-Jours.¹ Le seul événement maritime marquant de cette période a été le célèbre naufrage de la *Méduse* au large de la Mauritanie en 1816.

Tous les historiens maritimes, de E. H. Jenkins à Jean Meyer et Étienne Taillemite, s'accordent sur le fait qu'il fallut attendre l'arrivée au gouvernement du baron Pierre-Barthélémy Portal, ministre de la Marine et des Colonies de décembre 1818 à décembre 1821, pour voir cet état de choses commencer à changer.² Portal, ancien armateur bordelais, ex-directeur des Colonies au ministère de la Marine (1817–1818), entama de manière décisive le redressement de la marine française. Il réclama une augmentation substantielle du budget de son ministère (65 millions de francs au lieu de 45) afin de relancer les constructions de bâtiments de guerre. Il estimait que cette somme était le minimum requis pour que la France reste une grande puissance maritime. Il n'obtint dans l'immédiat que 50 millions, puis 60, mais le mouvement était lancé. Il donna aussi l'élan à la création du système moderne de formation des « maîtres » (sous-officiers) dans la marine. Cette action en faveur de la marine royale représente l'aspect le mieux connu de l'action de Portal. Elle est soulignée dans tous les ouvrages généraux sur l'histoire de la marine française, ainsi que dans la seule biographie de Portal par la baronne de Gervain.³ Portal lui-même, dans ses mémoires, s'étend longuement sur les mesures qu'il fit prendre pour relever la marine.⁴ Un aspect important et intéressant de son passage au ministère de la Marine et des Colonies est resté toutefois quasiment ignoré: c'est sous le ministère de Portal en effet, et sous son influence, que le gouvernement français abandonna définitivement le projet de rétablir la souveraineté française sur Haïti et de reconnaître l'indépendance de ce pays. Les historiens haïtiens, de Thomas Madiou au XIX^e siècle jusqu'à nos

jours, ont bien relevé le virage de la politique française vis-à-vis d'Haïti à cette époque, mais ont ignoré le rôle crucial que Portal a joué dans cette affaire.⁵

Jusqu'en 1818, l'objectif des premiers gouvernements de la Restauration avait été de replacer Haïti, considéré comme une colonie rebelle, sous la domination coloniale de la France. Cela devait se faire, pensait-on, par le moyen de négociations avec les dirigeants d'Haïti et non pas par une expédition militaire du type de celle de 1802. Deux missions avaient déjà été envoyées par la France à cet effet auprès de Pétion, le président de la république du Sud et de Christophe, qui contrôlait le Nord. La première, la mission Dauxion-Lavaysse, expédiée en 1814 par le ministre de la Marine Malouet, lui-même ancien propriétaire à Saint-Domingue, fut un piteux échec. Le commissaire envoyé auprès de Christophe, Medina, fut arrêté, condamné pour espionnage et mourut en prison quelques années plus tard. Le commissaire envoyé auprès de Pétion, Dauxion-Lavaysse, tenta vainement de rallier le président haïtien à Louis XVIII et fut expulsé de la république lorsque Pétion découvrit que ses instructions ministérielles laissaient entendre que Malouet voulait rétablir l'esclavage et l'ancien régime colonial.

Une deuxième mission, la mission Fontanges, fut envoyée en 1816 auprès des deux chefs haïtiens, toujours pour négocier la réintégration d'Haïti à la France. Christophe refusa tout contact avec les émissaires français. Pétion, au contraire, les accueillit bien, mais refusa absolument de replacer la république haïtienne sous la souveraineté de la France. Il ne s'agissait plus, pourtant, d'un retour à l'ancien régime colonial, mais d'un système proche de celui qu'avait établi Toussaint Louverture 15 ans plus tôt: la France ne rétablirait pas l'esclavage, Pétion serait nommé gouverneur de la colonie, aucune troupe européenne n'y serait stationnée et l'armée haïtienne serait intégrée à l'armée française. Mais—et c'est là que le bât blessait—les colons réfugiés en France et ailleurs seraient autorisés à revenir en Haïti et à récupérer leurs propriétés. Pétion et la classe dirigeante mulâtre n'acceptaient ce retour—interdit par la constitution haïtienne—sous aucune condition. Ils demandaient que la France reconnaisse l'indépendance d'Haïti. Cette deuxième mission fut donc également un échec. Pétion, toutefois, souhaitait une reprise des relations commerciales avec la France. La France également, pour contrer l'influence britannique et américaine en Haïti, parce qu'elle avait besoin du café haïtien, et aussi parce que les dirigeants de la Restauration et les chambres de commerce des grands ports de l'Atlantique voyaient le rétablissement des liens avec « Saint-Domingue » comme essentiel au redressement maritime et commercial de la France. Des deux côtés, on mit donc en veilleuse

la question politique et on décida de rétablir les relations commerciales, ce qui fut fait par l'ordonnance du 27 mars 1816 mettant fin à l'interdiction napoléonienne d'entretenir des rapports avec Haïti. En l'absence d'une marine haïtienne au long cours, le rétablissement de ces relations fut essentiellement l'oeuvre des armateurs français; mais leurs armements pour « Saint-Domingue », comme on disait encore à cette époque, devaient se faire sous pavillon masqué, c'est-à-dire sous pavillon étranger, le pavillon français restant interdit en Haïti.

Le commerce entre la république haïtienne et la France reprit donc et se développa rapidement à partir de 1816. Le nombre de bâtiments armés des ports de France pour Haïti doubla en cinq ans, passant de 39 en 1817 à 82 en 1821.⁶ Ce trafic n'était plus centré, comme autrefois, sur le sucre, mais sur le café. Au début des années 1820, le café haïtien représentait la moitié du café importé en France. Parmi les autres produits importés d'Haïti venaient—loin derrière le café—le coton, le bois de campêche, l'indigo, l'acajou. Les exportations françaises vers Haïti se composaient surtout de produits manufacturés, avec une tendance marquée vers le « haut de gamme »: soieries, étoffes de luxe, articles et accessoires de mode, porcelaines, verreries, chapellerie, mercerie, parfumerie, armes, meubles, vins et alcools, huile. Le commerce d'Haïti avec la France se montait avant 1825 à 30 à 40 millions de francs par an.⁷

La situation, toutefois, apparaissait mauvaise pour la France. Les Américains et les Anglais renforçaient sans cesse leur présence et leur influence en Haïti, notamment dans le Nord, chez Christophe. L'amiral anglais chef de la station navale de la Jamaïque, Sir Home Popham, avait accueilli à Kingston une délégation haïtienne, au grand scandale des colons anglais. Il avait même rendu visite à Christophe chez lui en mai 1819, à la suite de quoi des missionnaires anglicans devaient venir s'établir dans le royaume du Nord. Des pourparlers avaient aussi été entamés pour y faire venir des noirs américains. Les États-Unis avaient installé un agent commercial permanent à Port-au-Prince. L'Angleterre avait aussi son agent officieux, un nommé Sutherland.⁸ Les Pays-Bas décidaient d'ouvrir leur colonie de Curaçao aux navires haïtiens. Tout cela constituait des actes inquiétants pour la France. Les États-Unis et l'Angleterre s'apprétaient à reconnaître l'indépendance des états d'Amérique du Sud. Le risque qu'ils fassent de même avec Haïti et que celui-ci bascule dans la sphère d'influence anglo-américaine apparaissait très réel. Le gouvernement de Louis XVIII devait choisir entre deux objectifs incompatibles dans sa politique à l'égard d'Haïti: la guerre ou le commerce. Soit il allait écouter les anciens colons et leurs alliés ultras et

lancer une grosse expédition de reconquête qui signifierait l'arrêt du commerce franco-haïtien; soit il allait suivre les chambres de commerce des grands ports français et il accepterait de reconnaître l'indépendance.

Portal était arrivé au ministère poussé par son ami Decazes, le nouvel homme fort du gouvernement. Ancien armateur bordelais, politiquement marqué au centre droit, modérément libéral, il avait gardé des liens étroits avec les milieux du grand négoce colonial. Son frère Paul présidait la Chambre de commerce de Bordeaux. Avec son arrivée au ministère, la balance pencha définitivement vers une reconnaissance de l'indépendance, mais d'une indépendance qui permettrait de replacer Haïti dans la zone d'influence politique et commerciale française. Ravager Haïti et « faire un désert de plus dans le monde », comme disait Portal, au prix d'énormes dépenses et de milliers de morts, n'avait guère de sens. Il fallait tourner la page et s'attaquer au vrai danger: voir Haïti échapper à la France et tomber sous la dépendance politique et commerciale de l'Angleterre et des États-Unis: c'est à cela que risquait de mener la politique intransigeante et irréaliste suivie par la France depuis 1814. Les dirigeants français de cette époque croyaient qu'Haïti glisserait inévitablement dans l'orbite politique et économique d'une puissance européenne ou des États-Unis. La question était de savoir qui contrôlerait Haïti. Portal estimait que la France devait et pouvait remplir ce rôle, à condition qu'elle regarde vers l'avenir et non vers le passé. Plutôt que de s'acharner à vouloir administrer et exploiter directement « Saint-Domingue », il fallait accepter l'indépendance du pays et en faire une sorte de protectorat qui permettrait de rendre le commerce de l'île au négoce français. On pourrait y établir une station navale utile en cas de guerre. Les Haïtiens seraient libres de gérer leurs propres affaires et les Français contrôleraient les relations de leur ancienne colonie avec l'extérieur. On minimiserait ainsi les risques et les pertes et on maximiserait les profits potentiels. « La question politique qui existe entre Saint-Domingue et la France », écrit-il en 1823,

a beaucoup occupé le précédent ministère [. . .] Mais je ne puis m'empêcher de dire que beaucoup de bien ou beaucoup de mal doit résulter de la solution. Par suite de leurs anciens traités, les Anglais paient encore de moindres droits [en Haïti] que nous, qui ne nous présentons pas sous notre pavillon. Mais si on le veut, et quand on le croira convenable, nous serons non-seulement les plus favorisés, mais nous deviendrons les régulateurs de toutes les vues et de tous les actes de ce pays.⁹

Le redressement de la marine marchande allait, dans l'esprit de Portal, de pair avec celui de la marine de guerre:

Nous sommes remplacés sur des points nombreux », déclarait-il le 23 juin 1820 à la Chambre des députés, « [. . .] pour reconquérir les relations que nous avons perdues, pour en former de nouvelles, pour en affermir la durée, pour obtenir enfin dans le commerce maritime la part que nous pouvons justement y prendre, il ne suffit pas d'être industriels, il faut que nous soyons forts et nous ne pouvons l'être que par la marine.¹⁰

Cette nouvelle politique était naturellement violemment combattue par la majorité des anciens colons et leurs héritiers qui refusaient de se voir « sacrifiés » par la métropole et gardaient l'espoir de récupérer leurs propriétés. Il leur semblait inconcevable que la France puisse légitimer ce qu'ils considéraient comme un vol pur et simple. En juin 1819, leur porte-parole, le comte de Léaumont, avait tenté d'obtenir la création par Louis XVIII d'une représentation coloniale de Saint-Domingue: « Les colons peuvent-ils rester sans représentation auprès du roi », demande-t-il, « lorsque dans la Chambre des députés des motions sont faites contre eux pour servir l'intérêt des nègres et des mulâtres révoltés? Dans l'ancien ordre des choses, les colonies avaient des représentants, pourquoi n'en auraient-elles pas aujourd'hui? »¹¹ A cet effet, Léaumont avait demandé à Portal l'autorisation de réunir les anciens colons dans une salle de l'Hôtel de Ville de Paris. Cette autorisation fut refusée. Léaumont, furieux, accusa Portal d'abandonner Saint-Domingue: « Tant que le pavillon blanc n'y remplacera pas les couleurs de la rébellion », lui lança-t-il, « notre marine et notre commerce ne se relèveront jamais. »¹² Léaumont réunit alors les anciens colons à son domicile, d'où ils lancèrent un appel aux chambres de commerce des grands ports pour qu'elles poussent le gouvernement à « restaurer » la colonie. Ils avaient peu de chance d'être entendus, car c'est le commerce et non la colonie que les grandes maisons de négoce bordelaises et nantaises voulaient restaurer sans attendre. La rupture entre le gouvernement et les anciens colons était consommée. Malgré tout, Léaumont continua sans relâche son combat: « Cette indépendance, ces indemnités, ces honteuses transactions sur des droits qu'on ne peut pas aliéner », écrit-il à Portal, « tiennent encore au délire révolutionnaire qui agite certains esprits. »¹³

Le gouvernement opta donc pour le « sacrifice sacrifice » des colons. L'idée d'une indemnité, lancée par Pétion pour les compenser de leurs pertes, fut reprise

par Portal, et avec le même objectif: calmer l'agitation des anciens colons, leur faire avaler l'amère pilule d'un abandon définitif de leurs biens. A partir de 1821, le principe d'une indemnité fut ainsi acquis du côté français comme il l'était du côté de la république haïtienne. Cette indemnité s'appliquerait exclusivement aux biens fonciers, à l'exclusion des esclaves pour lesquels Haïti refusait d'accorder toute compensation. Son montant et ses modalités devraient être discutés. Chez Christophe, par contre, l'idée d'une indemnité à payer était toujours restée anathème: « Ces propriétés », notait son conseiller Vastey, « nous les avons justement acquises et les ex-colons les ont à jamais perdues par une longue série de faits, de crimes et d'iniquités qui déposent contre eux! »¹⁴ Dans ses *Réflexions politiques sur quelques ouvrages et journaux français concernant Hayti* (1817), Vastey dénonçait avec virulence la nouvelle politique française de « retour » en Haïti, qu'il assimilait à une forme de reconquête:

C'est donc uniquement par le commerce que nos tyrans comptent pouvoir s'insinuer parmi nous, pour nous corrompre, nous désunir et parvenir aux moyens de nous subjuguier ou de nous exterminer [. . .] C'est par le moyen des dentelles, des tulles, des soieries, des galons et des draps français, des provisions de Bordeaux et de Marseille qu'ils comptent pouvoir nous faire tomber dans leurs lacs [. . .]¹⁵

La situation politique en Haïti changea radicalement pendant le ministère de Portal. Pétion, président à vie, mourut en 1818 et fut remplacé à la tête de la république par un de ses proches collaborateurs, le général Jean-Pierre Boyer, mulâtre lui aussi. Boyer s'adjoignit comme principal conseiller un autre collaborateur mulâtre de Pétion, Balthazar Inginac, et forma avec lui un tandem qui allait gouverner Haïti pendant 25 ans. En octobre 1820, Christophe, malade et menacé par une conspiration de généraux, se suicida. Boyer unifia aussitôt tout le territoire haïtien sous son autorité. La France n'avait plus en face d'elle un pays divisé par des rivalités sur lesquelles elle pouvait jouer pour espérer reprendre le contrôle du pays. Haïti formait dorénavant un bloc uni et le nord du pays s'ouvrait au commerce français. Le 24 novembre 1820, des navires de guerre français firent escale au Cap Haïtien pour la première fois depuis le départ de Rochambeau 17 ans plus tôt.¹⁶

En janvier 1821, Portal fit réunir par le duc de Richelieu, président du Conseil, une commission de huit membres chargée d'étudier la politique à tenir vis-à-vis

d'Haïti. En faisaient partie Portal lui-même (toujours ministre de la Marine), Villèle, Lainé, Saint-Cricq (directeur des Douanes), la Boulaye, Duvergier de Hauranne, Pasquier et le conseiller d'État Esmangart, qui avait participé à la mission Fontanges et s'était rallié aux positions de Portal. Dans un mémoire adressé à ses collègues, dont certains ne savaient quel parti prendre, Esmangart recommandait de reconnaître l'indépendance d'Haïti—« seul parti raisonnable »—et d'accepter les offres d'indemnité faites par Pétion en 1814 et 1816. Le temps presse, dit-il, car les États-Unis et l'Angleterre vont bientôt reconnaître l'indépendance des anciennes colonies espagnoles et ils feront de même avec Haïti. Il est donc urgent que la France adapte sa politique au nouvel ordre de choses qui règne en Amérique, faute de quoi Haïti lui échappera pour de bon:

Notre amour-propre, notre dignité sont bien plus blessés par notre silence qu'ils ne le seraient par nos concessions. Depuis trente ans cette colonie est insurgée, elle est séparée de la métropole; toutes les nations commercent avec elle, comme avec une nation indépendante; nous-mêmes nous avons établi des relations sous pavillons étrangers et nous consentons à payer des droits dont le commerce anglais est exempt. Je ne crois pas qu'il y ait en effet de position plus humiliante que celle-là [. . .] si nous ne nous hâtons pas de prononcer avant que l'Amérique du Nord ne se prononce, nous ne serons plus maîtres de rien et nous éprouverons une humiliation de plus. Boyer trouve 250 millions dans les coffres de Christophe: chacun va accourir pour en faire refluer une partie par son commerce. L'Angleterre, déjà, dans ses papiers, a établi des calculs de partage; et la France, qui pourrait emporter une forte partie de cette somme pour les indemnités à donner aux colons, la laissera échapper sans partage et aura perdu la plus belle occasion.¹⁷

La commission rejeta tout projet d'expédition militaire visant à reconquérir la colonie: « Il faudrait exterminer toute sa population résolue à défendre sa liberté et son sol », ce qui, ajoute-t-elle, « serait cruel et sans objet » puisque la traite des noirs a été abolie. Il serait évidemment impossible de garder le secret sur une telle expédition qui occasionnerait des « dépenses incalculables » et devrait être approuvée par les Chambres. Un blocus des ports haïtiens, ajoutent-ils, mobiliserait toute la marine française et nuirait au commerce français. Enfin, on risquerait de déclencher de graves difficultés avec les Anglais, car les Haïtiens se tourneraient inmanquablement vers eux s'ils se voyaient menacés. La commission recommanda

donc de reconnaître l'indépendance de la « colonie » et d'établir au moyen de négociations avec Boyer une sorte de protectorat français sur Haïti.¹⁸

Portal envoya alors en Haïti un jeune officier de marine, Abel Aubert Dupetit-Thouars, pour entamer des discussions avec le président haïtien. Dupetit-Thouars, passé incognito sur un navire de commerce, arriva à Port-au-Prince le 16 avril 1821. Il salua Boyer—c'était une première du côté français—du titre de « président d'Haïti » (au lieu de « général ») et lui annonça (lettre du 8 mai 1821) que la France renonçait au rétablissement du régime colonial et acceptait le principe de l'indépendance, mais dans le cadre d'une « protection » française pour ce qui concernait les relations avec l'extérieur. Il lui fit miroiter les conséquences d'un accord avec la France qui donnerait à l'agriculture et au commerce de son pays « un accroissement incalculable, les capitaux arriveront à Hayti dès qu'on saura qu'on peut y faire fructifier sans inquiétude; tout le commerce de l'Amérique du Sud avec l'Europe se fera par Saint-Domingue qui deviendra l'entrepôt de ces deux parties du monde ». ¹⁹ Boyer éluda la question du protectorat, mais confirma à Dupetit-Thouars que son pays était prêt à payer une indemnité aux anciens colons et à rétablir des relations commerciales normales avec la France. Il fallait, dit-il, que la France reconnaisse d'abord l'indépendance d'Haïti. On discuterait ensuite d'une éventuelle protection française conclue sous forme d'un traité entre les deux nations. En fait, la question cruciale de la souveraineté internationale d'Haïti restait en suspens, car pour les Français, il s'agissait d'un véritable protectorat qui placerait Haïti sous la suzeraineté de la France dans ses rapports avec l'étranger. Cela pouvait s'accorder avec une « indépendance » signifiant l'abandon du statut colonial et le maintien du gouvernement local en place. Pour les Haïtiens, il s'agissait au contraire de passer un accord d'égal à égal avec la France pour établir avec elle des relations privilégiées sur les plans culturel et commercial, et obtenir d'elle une aide éventuelle en cas d'agression extérieure. Alors que l'ancien esclave Christophe avait toujours eu les yeux tournés vers l'Angleterre, pour Boyer et l'élite mulâtre qui dirigeaient la république, le choix de la France comme modèle et puissance alliée d'Haïti pouvait se concevoir une fois que le danger d'une reconquête coloniale serait définitivement écarté. On était donc des deux côtés disposés à un rapprochement prometteur. Le problème venait de ce que les objectifs recherchés de part et d'autre ne coïncidaient pas.

Il faudra attendre encore quatre ans, jusqu'en 1825, pour que la France reconnaisse officiellement l'indépendance d'Haïti contre l'imposition de conditions

fiscales et financières draconiennes, mais l'étape représentée par les trois années du ministère de Portal fut cruciale. La dynamique antérieure fut alors renversée et le processus conduisant à la reconnaissance par la France de l'indépendance d'Haïti était mis en route.

Annexe

ANNONCE FAITE AU PRESIDENT BOYER QUE LA FRANCE ABANDONNE UN RETABLISSEMENT DU REGIME COLONIAL EN HAITI ET ACCEPTE LE PRINCIPE DE L'INDEPENDANCE (1821)²⁰

A Son Excellence le général Boyer, Président de la république d'Haïti, au Cap.

Monsieur le Président,

Monsieur Esmangart croit que le conseil de Sa Majesté avait pensé que ce qu'il y aurait de plus avantageux pour la France et aussi pour le pays que gouverne Votre Excellence serait que vous voulussiez reconnaître la souveraineté de la France aux conditions qui vous avaient été indiquées en 1816 par messieurs Esmangart et de Fontanges; en y ajoutant même quelques concessions et il en avait entretenu le conseil du Roi.

Ayant acquis la conviction que cette base ne peut être admise, je dois faire connaître à Votre Excellence que monsieur Esmangart, persuadé que Sa Majesté désire le bonheur des habitants de la partie de l'île soumise à votre domination et non de porter parmi eux le trouble et la guerre civile, avait pensé qu'une telle reconnaissance serait peut-être funeste à la réunion et à la paix que vous venez d'établir avec tant de succès; qu'elle a voulu donner une preuve de son désir sincère de la réconciliation, de sa bienveillance pour Votre Excellence, et en même temps de sa sollicitude pour un pays qu'elle regarde toujours comme français; qu'elle s'est décidée à consacrer l'indépendance de la république d'Hayti.

Mais, qu'en prenant une telle résolution, Sa Majesté s'est attendue à trouver dans Votre Excellence et son gouvernement des dispositions semblables; qu'elle s'attend à voir reconnaître sa suzeraineté, où à la France un droit de protection semblable à celui que l'Angleterre exerce à l'égard du gouvernement des Iles Ioniennes. Ce droit ne peut qu'être avantageux à la république, surtout dans les

premiers temps et il est utile à son indépendance en écartant toutes les prétentions que l'on pourrait élever sur elle. D'un autre côté, il assure à la France la libre jouissance du commerce avec Haïti.

Monsieur Esmangart croit que Sa Majesté ne désire le commerce qu'aux conditions établies pour la puissance la plus favorisée; car dans l'intérêt d'Haïti qui sera aussi celui de la France après le traité, il importe qu'il ne soit pas fait de conditions qui puissent par suite troubler l'ordre de la république.

Ces derniers motifs font tenir aux indemnités pour le territoire et les propriétés; elles seront d'ailleurs promptement compensées par l'accroissement que prendront l'agriculture et le commerce.

Si telles sont, Monsieur le Président, les conditions auxquelles Votre Excellence peut traiter et qu'elle veuille me les faire connaître ou en instruire monsieur Esmangart dans une réponse à sa lettre, je crois pouvoir assurer Votre Excellence que monsieur Esmangart ou tout autre commissaire chargé de pouvoirs se rendra promptement près d'elle pour traiter définitivement.

La franchise avec laquelle je viens de m'expliquer est un hommage que je rends au caractère de Votre Excellence.

Au Cap Français, le 8 mai 1821. A. Du Petit Thouars

NOTES

1. Voir sur cette question Bernard Lutun, *1814–1817 ou L'épuration dans la marine française* (Paris: L'Harmattan, 2005).
2. E. H. Jenkins, *A History of the French Navy* (London: McDonald & Jane's, 1973), 283; Jean Meyer et Martine Acerra, *Histoire de la Marine française* (Rennes: Éditions Ouest-France, 1994), 198–99; Étienne Taillemite, *L'Histoire ignorée de la Marine française* (Paris: Perrin, 1988), 310.
3. Baronne de Gervain, *Le Baron Portal* (Paris: Plon, 1898).
4. Pierre-Barthélémy Portal, *Mémoires du Baron Portal* (Paris: D'Amyot, 1846).
5. Thomas Madiou, *Histoire d'Haïti*, tomes 5 à 8 (Port-au-Prince, 1848. Réimpression par Éditions Deschamps, Port-au-Prince, 1988).
6. Archives nationales [ci-après AN], Colonies [ci-après Col.] CC9C 14, *Nombre de bâtiments armés pour Saint-Domingue des ports de France*, 1824.
7. Vendryes, *De l'indemnité de Saint-Domingue* (Paris, 1839), 3.

8. AN, Col. CC9A 52 (2), Liot à Clermont-Tonnerre, 20 mars 1823.
9. Mémoire daté de 1823 reproduit dans *Mémoires du Baron Portal* (Paris: D'Amyot, 1846).
10. *Annales maritimes et coloniales*, 1820, discours du baron Portal à la Chambre des députés, 23 juin 1820.
11. AN, Col. CC9A 52 (2), Léaumont à Laisné, 8 juin 1819.
12. AN, Col. CC9A 52 (2), Léaumont à Portal, 16 septembre 1819, et Decazes à Portal, 18 septembre 1819.
13. AN, Col. CC9A 52 (2), Léaumont à Portal, 20 octobre 1819.
14. Vastey, *Réflexions politiques sur quelques ouvrages et journaux français concernant Hayti* (Sans-Souci, 1817), 57.
15. Vastey, *Réflexions politiques sur quelques ouvrages et journaux français concernant Hayti* (Sans-Souci, 1817), 125–33.
16. AN, Col., CC9A 52, Duhaut-Cilly à Duperré, 25 novembre 1820.
17. AN, Col., CC9A 52, *Note sur Saint-Domingue* par Esmangart, 1820.
18. Madiou, Thomas, *Histoire d'Haïti* (Port-au-Prince, rééd. Deschamps 1987), tome 6, 193.
19. AN, Col. CC9A 53 (2), Dupetit-Thouars à Boyer, 4 mai 1821.
20. AN, Col. CC9A 53 (2) Dupetit-Thouars à Boyer, 8 mai 1821.